

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/S/O/PER

12 septembre 2003

(03-4762)

**Conseil du commerce des services
Session extraordinaire**

Original: espagnol

PÉROU

Offre initiale

La délégation du Pérou a fait parvenir au Secrétariat l'offre initiale ci-jointe, datée du 27 août 2003, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

La présente offre initiale n'est pas un texte juridique. Elle est présentée uniquement aux fins de la négociation et en vertu des paragraphes 47 et 49 de la Déclaration ministérielle de Doha, compte tenu notamment de la nécessité d'assurer un équilibre global dans les résultats de toutes les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle est à cet égard subordonnée à l'équilibre global susmentionné. Le Pérou se réserve par conséquent le droit de la modifier et/ou de la retirer au cours des négociations.

Pour ce qui concerne les questions relatives à la réglementation nationale et aux règles de l'AGCS, le Pérou accorde la priorité à la négociation des disciplines horizontales au titre du paragraphe 7 des Lignes directrices et procédures pour les négociations (S/L/93).

Compte tenu des différentes propositions en matière de classification pour plusieurs sous-secteurs, le Pérou se réserve le droit de modifier l'offre initiale au cours des négociations.

PÉROU – OFFRE INITIALE D'ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
TOUS LES SECTEURS INCLUS DANS CETTE LISTE	<p>3) et 4) Non consolidé sauf en ce qui concerne les personnes physiques fournisseuses de services et employées par des entreprises fournisseuses de services dans les secteurs ou sous-secteurs inclus dans la présente liste, qui ont la nationalité de pays membres de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS); le Pérou autorise l'entrée de ces personnes pour une période de trois ans ou plus qui pourra être reconduite pour des périodes successives de trois années au maximum chacune. Ces personnes ne pourront constituer plus de 20 pour cent du nombre total des employés et ouvriers de l'entreprise et leurs rémunérations ne pourront dépasser 30 pour cent du total de sa masse salariale. Ces pourcentages ne s'appliqueront pas dans les cas suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - quand le fournisseur étranger de services est le conjoint, l'ascendant, le descendant, le frère ou la sœur d'une personne de nationalité péruvienne; - s'il s'agit de personnels d'entreprises étrangères assurant un service international de transports terrestres, aériens, maritimes ou par voies navigables sous pavillon et immatriculation étrangers; 		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - s'il s'agit d'un personnel étranger qui travaille dans des entreprises fournisseuses de services multinationales ou des banques multinationales, sous réserve des règles de droit édictées pour ces cas particuliers; - s'il s'agit d'un investisseur étranger qui conserve dans le pays pendant la durée de son contrat un minimum de cinq unités imposables et acquittant l'impôt; - s'il s'agit d'artistes, de sportifs ou de fournisseurs de services qui se produisent dans des spectacles publics sur territoire péruvien jusqu'à un maximum de trois mois par an. <p>Les employeurs peuvent demander des dérogations aux pourcentages concernant le nombre des travailleurs étrangers et leur proportion dans l'effectif de l'entreprise s'il s'agit d'un personnel professionnel ou technique spécialisé, un personnel de direction ou de gestion d'une nouvelle activité d'entreprise ou d'une activité de reconversion, ou s'il s'agit d'un personnel enseignant spécialisé engagé par des entreprises publiques ou privées liées par contrat à l'État et, dans tous les autres cas, selon les dispositions du Décret suprême qui reconnaît leur spécialisation.</p> <p>Conformément au Décret loi n°662, intitulé "Loi d'encouragement des investissements étrangers", Les investisseurs étrangers et les entreprises dans lesquelles ils ont une participation détiennent les mêmes droits et obligations que les investisseurs et entreprises péruviens, sans autres exceptions que celles prescrites par la Constitution politique du Pérou ou le décret loi cité ci-dessus.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Les investissements étrangers doivent être enregistrés auprès de l'organisme national compétent. En matière de propriété, la Constitution politique du Pérou prescrit que les étrangers ne peuvent acquérir ni posséder à aucun titre à moins de 50 km des frontières du pays des mines, des terres, des forêts, des eaux, des combustibles ni des sources d'énergie, cela directement ou indirectement, individuellement ou en société, sous peine de perdre au profit de l'État le droit ainsi acquis. De plus, le Décret loi n°757, intitulé "Loi cadre pour le développement des investissements privés", énonce les droits, garanties et obligations qui sont d'application dans le cas de toutes les personnes physiques ou morales nationales ou étrangères qui ont investi dans le pays, cela afin de garantir la libre initiative et les investissements privés, déjà effectués ou à effectuer, dans tous les secteurs inclus dans la présente liste et sous l'une ou l'autre des formes d'entreprise ou de contrat autorisées par la Constitution et la législation.</p>		
II. ENGAGEMENTS SECTORIELS			
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
A. <u>Services professionnels</u>			
b) Services comptables, d'audit et de tenue de livres, exclusivement:	1) Non consolidé 2) Non consolidé	1) Non consolidé 2) Non consolidé	
- Services d'audit financier (CPC 86211)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Services d'expertise comptable (CPC 86212) - Services d'établissement d'états financiers (CPC 86213) - Services de tenue de livres à l'exclusion de l'établissement des déclarations fiscales (CPC 86220) d) <u>Services d'architecture (CPC 8671)</u> <i>exclusivement excepté les services suivants:</i> - <i>Autres services d'architecture (CPC 86719)</i> 	<p>3) <i>Néant Pour assurer des services de comptabilité, d'audit ou de tenue de livres, les professionnels étrangers devront faire valider leurs titres professionnels. De plus, il leur faut obtenir leur adhésion à l'association professionnelle conformément à l'article 5 de la Loi n°13253 du 11 septembre 1959. Les services de comptabilité, d'audit et de tenue de livres sont réglementés par toutes les dispositions de l'Association des comptables publics. La Résolution SBS. 119 92 sur l'enregistrement des sociétés d'audit externe est également d'application.</i></p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - <i>Services de conseils et d'établissement d'avant projets d'architecture (CPC 86711)</i> - <i>Services d'établissement de plans d'architecture (CPC 86713)</i> - <i>Services combinés d'établissement de plans d'architecture et d'administration des contrats (CPC 86714)</i> <p>e) <u>Services d'ingénierie (CPC 8672)</u>, <i>exclusivement</i> excepté les services suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Autres services d'ingénierie (CPC 86729)</i> 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) <i>Néant</i> Pour assurer des services d'architecture et d'ingénierie, les professionnels étrangers devront faire valider leurs titres professionnels. En cas de convention de réciprocité, cette obligation peut faire l'objet d'une dérogation. De plus, les professionnels doivent obtenir leur adhésion à l'association professionnelle conformément à l'article premier de la Loi n°24648 du 23 janvier 1987, cette adhésion pouvant revêtir un caractère temporaire. Le montant des droits d'adhésion peut être différent selon qu'il s'agit de citoyens péruviens ou d'étrangers. 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) <i>Néant, excepté que le montant des droits d'adhésion peut être différent selon qu'il s'agit de citoyens péruviens ou d'étrangers.</i> 	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - <i>Services de conseils et de consultations en matière d'ingénierie (CPC 86721)</i> - <i>Services d'établissement de plans de génie civil pour la construction des fondations et de l'ossature des bâtiments (CPC 86722)</i> - <i>Services d'établissement de plans techniques pour les installations mécaniques et électriques des bâtiments (CPC 86723)</i> - <i>Services d'établissement de plans techniques pour la construction d'ouvrages de génie civil (CPC 86724)</i> - <i>Services d'établissement de plans techniques pour les processus et la production industriels (CPC 86725)</i> - <i>Services d'établissement de plans techniques, n.e.a. (CPC 86726)</i> 	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>- Services d'ingénierie pendant la phase de construction et d'installation (CPC 86727)</p> <p>k) <u>Autres</u>, exclusivement:</p> <p>- Autres services de consultations en matière de gestion concernant l'assistance, l'orientation et l'aide opérationnelle <u>en matière de développement touristique</u> (CPC 86509)</p> <p>E. <u>Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs</u></p> <p>c) Services de location simple ou en crédit-bail d'autres matériels de transport sans opérateurs, exclusivement:</p> <p>- Services de location d'automobiles particulières sans chauffeur, <u>sans option d'achat</u> (CPC 83101)</p>	<p>1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
F. <u>Autres services fournis aux entreprises</u>			
a) <u>Services de publicité, exclusivement:</u>	1) Non consolidé 2) Non consolidé	1) Non consolidé 2) Non consolidé	
- Services de vente ou de location d'espace ou de temps d'antenne pour la publicité (CPC 87110)			
- Services de planification, de création et de placement de la publicité (CPC 87120)	3) <i>Néant La publicité commerciale produite ou élaborée à l'étranger et introduite par n'importe quel moyen de communication dans le pays devra acquitter les impôts correspondants. Aux fins du calcul de la valeur et de l'application du tarif douanier, cette publicité sera traitée dans la mesure applicable comme les films cinématographiques à projeter au Pérou. Les moyens de communication qui diffuseront des publicités commerciales produites ou élaborées à l'étranger devront exiger le reçu de l'acquittement des impôts correspondants.</i>	3) Néant	
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
s) Services de congrès (CPC 87909*)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Néant	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
2. SERVICES DE COMMUNICATION C. <u>Services de télécommunication</u> a) Services de téléphone	<p>1) Les services de téléphonie fixe seront soumis à un régime d'exclusivité jusqu'en juin 1999. <i>Néant excepté que</i> la fourniture de services téléphoniques consistant à effectuer un premier appel dans le pays en vue d'obtenir un rétroappel avec signal d'invitation à composer le numéro souhaité depuis des réseaux rattachés à un réseau de télécommunication de base situé à l'extérieur du territoire national n'est pas autorisée. L'interconnexion de services privés est interdite.</p> <p>2) Néant, excepté que la fourniture de services téléphoniques consistant à effectuer un premier appel dans le pays en vue d'obtenir un rétroappel avec signal d'invitation à composer le numéro souhaité depuis des réseaux rattachés à un réseau de télécommunication de base situé à l'extérieur du territoire national n'est pas autorisée.</p> <p>3) Les services de téléphonie fixe seront soumis à un régime d'exclusivité jusqu'en juin 1999. <i>Le nombre de concessionnaires d'un service déterminé pourra être limité pour des raisons techniques. En pareil cas, les concessions seront obligatoirement attribuées par adjudication publique.</i> L'interconnexion de services privés est interdite.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	Voir texte joint

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>b) Services de transmission de données avec commutation par paquets</p> <p>c) Services de transmission de données avec commutation de circuits</p> <p>d) Services de télex</p> <p>e) Services de télégraphe</p> <p>f) Services de télécopie</p> <p>g) Services de circuits loués privés</p> <p>o) Autres</p> <ul style="list-style-type: none"> - Services analogiques/numériques/mobiles/cellulaires - Services de communications personnelles - Services de radiorecherche - Services mobiles pour données - Services à canaux partagés 	<p>4) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant pour la fourniture de services dans les zones de concession locale</p> <p>Les services de communications à grande distance nationales et internationales doivent être obligatoirement assurés par le biais des services supports soumis à un régime d'exclusivité jusqu'à la fin du mois de juin 1999.</p> <p>Les services de circuits loués privés à grande distance sont considérés comme une forme d'exploitation des services supports.</p> <p>Jusqu'en juin 1999, les personnes qui établiront ou auront établi un service privé ne seront pas autorisées:</p> <p>i) à utiliser des lignes ou des circuits pour la fourniture de services de télécommunication, y compris l'acheminement de signaux et la revente de capacité à des tiers; ou</p> <p>ii) à interconnecter des lignes ou circuits loués au réseau public de télécommunication</p> <p>L'interconnexion de services privés est interdite</p>	<p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant</p>	Voir texte joint

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- Services de messagerie électronique (CPC 75232)	<p>2) Néant</p> <p>3) Néant pour la fourniture de services dans les zones de concession locale</p> <p>Les services de communications à grande distance nationales et internationales doivent être obligatoirement assurés par le biais des services supports soumis à un régime d'exclusivité jusqu'en juin 1999.</p> <p>Le nombre de concessionnaires d'un service déterminé pourra être limité pour des raisons techniques. En pareil cas, les concessions seront obligatoirement attribuées par adjudication publique.</p> <p>Jusqu'en juin 1999, les personnes qui établiront ou auront établi un service privé ne seront pas autorisées:</p> <p>i) à utiliser des lignes ou des circuits pour la fourniture de services de télécommunication, y compris l'acheminement de signaux et la revente de capacité à des tiers; ou</p> <p>ii) à interconnecter des lignes ou circuits loués au réseau public de télécommunication</p> <p>L'interconnexion de services privés est interdite</p> <p>4) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Limitations mentionnées sous 3) ci-dessous</p> <p>2) Non consolidé</p>	<p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Exclusivement:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Télécopie, sous la forme de réception et de retransmission de fax - Vidéotex - Télétex - Télétex - Téléaction - Télécommande - Téléalarme - Réception et retransmission de données - Télétraitement de données - Messagerie interpersonnelle - Audiomessagerie téléphonique - Services de consultations - Services de transmission de données avec commutation par paquets 	<p>3) L'établissement et l'exploitation d'un réseau autonome, dans les cas où cela est rigoureusement nécessaire et exclusivement en complément du réseau public utilisé comme support fondamental pour la prestation exclusive de services à valeur ajoutée, sont subordonnés à la délivrance préalable d'une autorisation spéciale équivalant à l'agrément d'un service privé de radiocommunication par l'autorité nationale compétente. Cette</p> <p>L'autorisation ne sera pas accordée s'il existe, là où doit être établi le réseau autonome, des services de porteur ou des téléservices publics en mesure de satisfaire aux besoins en matière de prestation du service à valeur ajoutée. La définition des services de télécommunication à valeur ajoutée compris dans cette offre est donnée à l'article 102 du D.S. 06 94 TCC.</p> <p>L'autorité nationale compétente est habilitée à suspendre la prestation des services à valeur ajoutée quand leur exploitation porte préjudice au réseau de télécommunication.</p> <p>— Les personnes physiques ou morales qui entendent assurer la prestation de services à valeur ajoutée devront s'inscrire, préalablement à l'inauguration de cette prestation, au Registre des entreprises prestataires de services à valeur ajoutée.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>4. SERVICES DE DISTRIBUTION</p> <p>B. <u>Services de commerce de gros (CPC 622), exclusivement excepté les services suivants:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Services de commerce de gros de déchets et débris et de matériaux de récupération (CPC 62278) - Services de commerce de gros de céréales, de graines et fruits oléagineux, de semences et d'aliments du bétail (CPC 62211) - Services de commerce de gros de fleurs et de plantes (CPC 62212) - Services de commerce de gros de tabacs bruts (CPC 62213) - Services de commerce de gros d'animaux vivants (CPC 62214) 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Services de commerce de gros de peaux brutes et de cuirs (CPC 62215) - Services de commerce de gros de matières premières agricoles (CPC 62219) - Services de commerce de gros de fruits et légumes (CPC 62221) - Services de commerce de gros d'œufs, de produits laitiers et d'huiles et graines comestibles (CPC 62222) - Services de commerce de gros de viande, de volaille et de gibier (CPC 62223) - Services de commerce de gros de produits de la pêche (CPC 62224) - Services de commerce de gros de sucres, sucreries et produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie (CPC 62225) 			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Services de commerce de gros de boissons (CPC 62226) - Services de commerce de gros de café, de thé, de cacao et d'épices (CPC 62227) - Services de commerce de gros de produits à base de tabac (CPC 62228) - Services de commerce de gros de produits alimentaires (CPC 62229) - Services de commerce de gros de textiles (CPC 62231) - Services de commerce de gros de linge de maison (CPC 62232) - Services de commerce de gros d'articles d'habillement (CPC 62233) - Services de commerce de gros de fourrures (CPC 62234) - Services de commerce de gros de chaussures (CPC 62235) 			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Services de commerce de gros d'accessoires du vêtement (CPC 62236) - Services de commerce de gros de mobilier domestique (CPC 62241) - Services de commerce de gros d'appareils ménagers (CPC 62242) - Services de commerce de gros de coutellerie, d'ustensiles de ménage en métal et d'articles et appareils d'éclairage (CPC 62243) - Services de commerce de gros d'appareils de radio et de télévision, d'instruments de musique, de disques et bandes enregistrés et de partitions musicales (CPC 62244) - Services de commerce de gros de verrerie, de porcelaine et de poterie (CPC 62245) 			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Services de commerce de gros d'ouvrages en vannerie, en liège, en cuivre et en bois (CPC 62246) - Services de commerce de gros de papiers peints et de revêtements de sol (CPC 62247) - Services de commerce de gros d'articles de ménage ou d'économie domestique (CPC 62249) - Services de commerce de gros de produits et articles pharmaceutiques et médicaux (CPC 62251) - Services de commerce de gros d'instruments et appareils chirurgicaux et orthopédiques (CPC 62252) - Services de commerce de gros de produits de parfumerie, de préparations cosmétiques et de savons (CPC 62253) 			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Services de commerce de gros de papier et de carton (CPC 62261) - Services de commerce de gros de livres, revues, journaux et articles de papeterie (CPC 62262) - Services de commerce de gros de matériel photographique et optique (CPC 62263) - Services de commerce de gros de jeux et de jouets (CPC 62264) - Services de commerce de gros d'horlogerie et de bijouterie (CPC 62265) - Services de commerce de gros d'articles de sport (y compris les bicyclettes) (CPC 62266) - Services de commerce de gros d'articles en cuir et d'accessoires de voyage (CPC 62267) 			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Services de commerce de gros de produits de nettoyage (CPC 62268) - Services de commerce de gros de biens de consommation divers (CPC 62269) - Services de commerce de gros de combustibles solides, liquides et gazeux et de produits dérivés (CPC 62271) - Services de commerce de gros de minerais métalliques et de métaux sous forme primaire (CPC 62272) - Services de commerce de gros de bois en grumes et de produits de la transformation primaire du bois (CPC 62273) - Services de commerce de gros de peintures, vernis et laques (CPC 62274) 			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Services de commerce de gros de matériaux de construction, d'éléments et accessoires connexes et de verre en plaques ou en feuilles (CPC 62275) - Services de commerce de gros de produits chimiques industriels de base, d'engrais, de résines synthétiques et de matières plastiques sous forme primaire (CPC 62276) - Services de commerce de gros de fibres textiles (CPC 62277) - Services de commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles (CPC 62279) 			
C. <u>Services de commerce de détail</u> , exclusivement:			
<ul style="list-style-type: none"> - Services de commerce de détail de produits alimentaires (CPC 631) - Commerce de détail de fruits et de légumes (CPC 63101) 	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Commerce de détail d'œufs et de produits laitiers (CPC 63102) - Commerce de détail de viandes (y compris les volailles) et de produits à base de viande (CPC 63103) - Commerce de détail de poissons et autres produits de la mer (CPC 63104) - Commerce de détail de boulangerie et de pâtisserie (CPC 63105) - Commerce de détail de confiserie (CPC 63106) - Commerce de détail de boissons non consommées sur place (CPC 63107) - Commerce de détail de produits à base de tabac (CPC 63108) - Commerce de détail spécialisé de produits alimentaires (CPC 63109) 			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>I. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES RELATIFS AUX SERVICES FINANCIERS</p> <p>Les engagements contractés pour le mode de fourniture 1 ont uniquement trait à la faculté d'un fournisseur de services financiers étranger de fournir le service sur le territoire péruvien.</p> <p>Les engagements contractés pour le mode de fourniture 2 ont uniquement trait à la faculté d'un consommateur résident d'acheter le service sur le territoire d'un autre Membre.</p> <p>Les engagements contractés pour les modes 1 et 2 dans la présente liste ne signifient pas implicitement l'engagement d'autoriser un fournisseur de services non résident à solliciter la clientèle ou à mener effectivement des activités de commercialisation sur le territoire péruvien.</p>			
<p>7. <u>SERVICES FINANCIERS</u></p> <p>Les sous-secteurs indiqués ci-après sont définis conformément à la législation péruvienne pertinente. Conformément aux dispositions de l'Annexe sur les services financiers, le système financier s'entend des entreprises fournissant des services d'assurance et services connexes, ou des services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)</p>	<p>Outre les limitations indiquées au sujet des engagements horizontaux, qui s'appliquent à tous les services, la fourniture de services financiers est subordonnée à l'autorisation de l'Inspection générale des banques et des assurances.</p> <p>Les établissements financiers doivent être constitués sous forme de sociétés anonymes.</p> <p>Les entreprises du système financier ne peuvent pas être actionnaires d'une autre entreprise de même nature. Ne sont pas réputées être de même nature les entreprises d'autres types qui appartiennent au système financier et qui se distinguent de l'entreprise concernée. Cette disposition ne s'applique pas à l'acquisition d'actions en vue d'une fusion avec l'entreprise émettant les actions faisant l'objet du transfert.</p>	<p>Les capitaux étrangers sont soumis au même traitement que les capitaux nationaux, sous réserve, le cas échéant, des conventions internationales en la matière. À titre exceptionnel, pour des raisons d'intérêt national ou public, si un Membre adopte des mesures protectionnistes ou discriminatoires, le Pérou se réserve le droit d'adopter des mesures analogues.</p> <p>Les établissements étrangers ne peuvent pas présenter, au sujet des opérations et transactions qu'ils effectuent dans le pays, de contestations par voie diplomatique fondées sur les droits liés à leur nationalité.</p> <p>Les créanciers péruviens et étrangers résidents ont un droit prioritaire sur les actifs d'une succursale de banque étrangère.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Les personnes qui sont, directement ou indirectement, actionnaires majoritaires d'une entreprise du système financier ne peuvent pas détenir, directement ou indirectement, plus de 5 pour cent des actions d'une autre entreprise de même nature.</p> <p>Le transfert d'actions d'une entreprise du système financier qui représentent plus de 10 pour cent du capital de l'entreprise à une seule personne, directement ou par l'intermédiaire de tiers, est subordonné à l'autorisation préalable de l'Inspection générale des banques et des assurances.</p> <p>Les établissements financiers étrangers peuvent mener des activités de promotion au Pérou par l'intermédiaire d'un représentant, sans devoir constituer une société anonyme, à condition d'obtenir l'autorisation de l'Inspection générale des banques et des assurances. Les représentants ne peuvent pas effectuer les transactions proprement dites de ces établissements.</p> <p>L'ouverture de succursales ou d'agences est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Inspection générale des banques et des assurances.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>A. <u>Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance</u></p> <p>a) Assurance sur la vie, exclusivement</p> <p>b) Assurances autres que l'assurance sur la vie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurance maladie et assurance accident - Assurance de véhicules à moteur - Assurance fret - Assurance incendie et de dommages à la propriété - Assurance pour perte pécuniaire 	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les compagnies d'assurances sur la vie peuvent constituer des filiales dans le secteur des assurances générales. La participation totale dans ces filiales ne peut pas dépasser 45 pour cent de l'actif net de l'entreprise qui y investit, sauf dans le cas de filiales de compagnies d'assurances générales qui opèrent dans le secteur de l'assurance sur la vie.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Assurance en responsabilité civile - Assurance maritime, assurance aérienne et assurance d'autres modes de transport 	<ol style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ol style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	
<p>c) Réassurance et rétrocession, exclusivement:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réassurance 	<ol style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Néant Les compagnies d'assurances peuvent conclure des traités de réassurance à l'étranger, à condition qu'il s'agisse de compagnies de réassurance classées conformément aux normes internationales, sous réserve des règles établies par l'Inspection générale des banques et des assurances. Les compagnies d'assurances concluant des traités de réassurance directe doivent le faire auprès de compagnies inscrites au Registre de réassurance tenu par l'Inspection générale des banques et des assurances. 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ol style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	
<p>d) Services auxiliaires de l'assurance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Services de courtage et d'agences d'assurance - Services de consultation en matière d'assurance 	<ol style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ol style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Services d'évaluation et de règlement des sinistres - Services d'inspection <p>B. <u>Services bancaires et autres services financiers</u> (à l'exclusion de l'assurance)</p> <p>a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public</p> <p>b) Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales</p> <p>c) Crédit-bail</p> <p>d) Tous services de règlement et de transferts monétaires, y compris cartes de crédit, de paiement et similaires, chèques de voyage et traites</p> <p>e) Garanties et engagements</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant, <i>excepté que les entreprises du système financier ne peuvent pas recevoir de dépôts pour le compte d'établissements financiers non autorisés à opérer sur le territoire péruvien.</i></p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>f) Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autre, sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Instruments du marché monétaire (chèques, effets, certificats de dépôts) - Devises - Produits dérivés, y compris mais non exclusivement instruments à terme et options - Instruments du marché des changes et du marché monétaire, y compris swaps, accords de taux à terme - Valeurs mobilières négociables - Autres instruments et actifs financiers négociables, y compris métal 			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>g) Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestation de services relatifs à ces émissions</p> <p>h) Courtage monétaire</p> <p>i) Gestion d'actifs, par exemple gestion de trésorerie ou de portefeuille, toutes formes de gestion d'investissement collectif, gestion de fonds de pension, services de dépositaire et services fiduciaires</p> <p>j) Services de règlement et de compensation afférents à des actifs financiers, y compris valeurs mobilières, produits dérivés et autres instruments négociables</p>			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>k) Services de conseil et autres services financiers auxiliaires de toutes les activités énumérées dans la présente Liste, y compris cote de crédit et analyse financière, recherche et conseil en investissements et en placements et conseil en matière d'acquisitions, de restructurations et de stratégies d'entreprises</p> <p>l) Fourniture et transfert d'informations financières, et traitement de données financières et logiciels y relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers</p> <p>9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES</p> <p>A. <u>Hôtellerie et restauration</u></p> <p>- <u>Services d'hôtellerie et autres services d'hébergement (CPC 641) exclusivement:</u></p> <p>- Services d'hébergement en hôtel (CPC 64110)</p>	<p>1) Non consolidé, sauf en ce qui concerne les informations dont les établissements financiers ont besoin pour exercer les activités qu'ils sont autorisés à entreprendre, pour autant que le secret bancaire soit respecté.</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé</p>	<p>1) Non consolidé, sauf en ce qui concerne les informations dont les établissements financiers ont besoin pour exercer les activités qu'ils sont autorisés à entreprendre, pour autant que le secret bancaire soit respecté.</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Services d'hébergement en motel (CPC 64120) - Services de camps de vacances pour enfants (CPC 64191) - Services de centres et établissements de villégiature (CPC 64192) - Services de location de logements meublés (CPC 64193) - Services d'auberges de jeunesse et de refuges de montagne (CPC 64194) - Services de terrains de camping et de caravannage (CPC 64195) <p><u>Services de restauration (CPC 642)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Services de repas dans les restaurants traditionnels (CPC 64210) 			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Services de repas dans les restaurants libre service (CPC 64220) - Services de traiteur (CPC 64230) 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) <i>Pour être considéré comme établissement d'hébergement au Pérou, il faut satisfaire aux conditions fixées par le Décret suprême n° 006 73 IC/DS concernant la classification en établissements d'hébergement à cinq, quatre, trois, deux ou une étoile. De même, les fournisseurs de services qui entendent exploiter un établissement d'hébergement doivent demander un permis d'exploitation à la Direction générale du tourisme ainsi que le permis visé dans le Règlement des permis spéciaux de police. Seuls les établissements d'hébergement cinq ou quatre étoiles peuvent créer des salles de jeux dans leurs locaux.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>B. <u>Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques</u>, exclusivement:</p> <p>- <u>Services d'agences de voyages</u> (CPC 74710)</p>	<p>Le Décret suprême n° 021-93-ITINCI du 15 septembre 1993 réglemente au Pérou les services de restauration, y compris leur classification générique en établissements de première catégorie (cinq ou quatre fourchettes), de deuxième catégorie (trois ou deux fourchettes) ou de troisième catégorie (une fourchette). Il n'est possible de créer des salles de jeux que dans les restaurants touristiques à cinq fourchettes et dans les immeubles déclarés monuments historiques, sous réserve de l'autorisation préalable de l'Institut national de la culture.</p> <p>De même, les fournisseurs de services qui entendent exploiter un établissement d'hébergement ou un restaurant devront demander leur inscription au Registre unifié visé par le Décret suprême n° 118-90-PCM.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé 2) Non consolidé</p>	<p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé 2) Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>- Services <i>d'agences de voyages et d'organiseurs touristiques</i> et d'organiseurs d'excursions de groupe (CPC 74710)</p>	<p>3) <i>Néant Conformément au D.S. 021-92-ICTI, les agences de voyages et de tourisme peuvent exercer en qualité de grossiste, de détaillant ou de grossiste détaillant simultanément. Les grossistes sont des agences qui proposent des services aux agences détaillantes des services individuels ou collectifs de tourisme et ne peuvent offrir leurs produits directement au public. Les agences détaillantes sont celles qui peuvent vendre directement leurs produits aux usagers ou consommateurs et ne peuvent offrir leurs produits à d'autres agences. Il est possible à la même entreprise d'exercer les deux activités.</i></p> <p><i>Les agences de voyages et de tourisme qui veulent exercer leur activité au Pérou doivent s'inscrire au Registre unifié en déposant une lettre de caution solidaire, irrévocable et inconditionnelle automatiquement réalisable et de durée indéfinie, émise par un établissement financier ou d'assurance en faveur et à la satisfaction du Ministère de l'industrie, du tourisme, de l'intégration et des négociations commerciales internationales. Ces lettres de caution devront avoir une valeur faciale de 20 UIT (Unidades Impositivas Tributarias, unités fiscales imposables) dans le cas des entreprises de gros et de 10 UIT dans celui des entreprises de détail. Les entreprises qui exerceront les deux activités simultanément devront faire établir une lettre de caution de 25 UIT.</i></p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>10. SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS</p> <p>A. <u>Services de spectacles</u>, exclusivement:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Services de spectacles fournis par les producteurs de pièces de théâtre, les chœurs, orchestres et formations musicales (CPC 96191) - Services fournis par les auteurs, compositeurs, sculpteurs, acteurs et autres artistes individuels (CPC 96192) - Services auxiliaires des activités théâtrales n.c.a. (CPC 96193) - Services des cirques, parcs d'attractions et similaires (CPC 96194) 			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Services des salles de danse, discothèques et professeurs de danse (CPC 96195) <p>D. <u>Services sportifs et autres services récréatifs</u>, exclusivement:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Services de promotion de manifestations sportives (CPC 96411) 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé* 2) Non consolidé 3) La législation en matière de spectacles en direct figure dans le Décret loi n°19479 et dans le Décret suprême n°13-87-ED. Néant, excepté que la participation d'artistes péruviens dans toute production ou tout spectacle artistique présenté dans un local public sur le territoire péruvien ne sera pas inférieure à 80 pour cent du total des artistes participants. Les 20 pour cent restants pourront être composés d'artistes étrangers à condition qu'ils soient en possession d'un contrat conclu avant leur entrée au Pérou et qu'ils détiennent un visa d'artiste ainsi que la carte intersyndicale correspondante. Ces pourcentages ne seront pas d'application lorsqu'il s'agira de spectacles donnés par des troupes étrangères, engagées comme telles hors du Pérou et nécessaires à l'unité du spectacle. Les dispositions en la matière de l'Institut national de la culture sont également d'application. 4) Limitations déjà mentionnées sous 3) ci-dessus 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé* 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Services d'organisation de manifestations sportives (CPC 96412) - Services d'exploitation d'installations sportives (CPC 96413) - Services de jeux et paris (CPC 96492) 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 	
II. SERVICES DE TRANSPORTS			
A. <u>Services de transports maritimes</u> , exclusivement:			
<ul style="list-style-type: none"> - Transports de voyageurs par transbordeurs, exclusivement pour le tourisme intérieur (CPC 72111) - Autres transports de voyageurs, exclusivement pour le tourisme intérieur (CPC 72119) 			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>B. <u>Transports par les voies navigables intérieures</u>, exclusivement:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transports de voyageurs par bacs, exclusivement pour le tourisme intérieur (CPC 72211) - Autres transports de voyageurs, <u>exclusivement pour le tourisme intérieur</u> (CPC 72219) 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Limitations mentionnées sous 3) ci-dessous 2) Non consolidé 3) <i>Néant Toutes les personnes morales constituées en vue d'exploiter des services de transports touristiques, conformément à la Résolution suprême n°0011-78 TC/DS du 6 février 1978, doivent demander au préalable à la Direction générale du tourisme ou à la Direction régionale du Ministère de l'industrie et du tourisme, qui pourront agréer ou rejeter la demande, l'autorisation de se constituer en entreprise.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p><i>De plus, les entreprises qui ont obtenu l'autorisation de se constituer devront demander un permis d'exploitation aux directions générales compétentes du Ministère des transports et des communications s'il s'agit d'entreprises qui exercent leur activité sur le territoire national ou sur le plan international. Les entreprises qui exercent leur activité dans le cadre local ou régional devront demander leur permis d'exploitation à la Direction régionale compétente du Ministère des transports et des communications.</i></p> <p><i>Les entreprises de transports touristiques pourront fournir les services suivants: transport, visites locales, excursions, circuits touristiques et location de véhicules sans chauffeur.</i></p>		
	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

ANNEXE
DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications:

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, ont une position dominante, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir;
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal pourra demander, soit:

- a) à n'importe quel moment; soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public, à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en œuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'État.

PÉROU – LISTE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs (mouvement des personnes physiques fournisseuses de services)	Les personnes qui ont la nationalité d'un pays avec lequel le Pérou a conclu un accord de réciprocité en matière d'emploi ou qui ont la double nationalité, comme le personnel étranger employé en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux conclus par le gouvernement péruvien, ne feront pas l'objet des limitations en vertu desquelles les travailleurs étrangers ne peuvent être employés durant plus de trois ans et ne peuvent constituer plus de 20 pour cent de l'effectif total d'employés et d'ouvriers ni représenter plus de 30 pour cent de la masse totale des salaires ou traitements	Tous les pays	Indéterminée	Réciprocité Double nationalité Promotion des investissements Coopération
<u>Transports</u>				
Transports terrestres et maritimes	Un traitement préférentiel est appliqué aux exploitants de la sous-région dans les cas suivants: régime andin des transports routiers de marchandises, transports routiers internationaux de voyageurs, liberté d'accès aux cargaisons maritimes, transports multimodaux, liberté d'accès aux cargaisons maritimes en provenance ou à destination de pays de la sous-région, y compris le cabotage	Pays du Groupe andin	Indéterminée	Promotion de l'intégration régionale
<u>Transports terrestres</u>	En vertu de l'Accord international sur les transports internationaux par voie de terre, le traitement national est accordé aux pays signataires de cet accord	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay	Indéterminée	Promotion de l'intégration régionale
<u>Services récréatifs, culturels et sportifs</u>	La loi relative aux artistes accorde de plus grandes facilités pour la présence d'artistes latino-américains qui interprètent des œuvres originaires de la région (le contingent de participation est plus important pour ces artistes que pour ceux de pays tiers)	Mexique, Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua, Costa Rica, Panama, Colombie, Venezuela, République dominicaine, Cuba, Haïti, Équateur, Bolivie, Brésil, Chili, Uruguay, Paraguay et Argentine	Indéterminée	Promotion des valeurs culturelles et de la coopération entre les pays latino-américains

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services financiers	Le Pérou se réserve le droit de ne pas appliquer la clause de la nation la plus favorisée aux pays qui ne lui accordent pas automatiquement et sans condition ce traitement, conformément à l'article II de l'AGCS.	Tous les pays	Indéterminée	Réciprocité
	En ce qui concerne le traitement national de l'investissement étranger, à titre exceptionnel, pour des raisons d'intérêt national ou public, si un Membre adopte des mesures protectionnistes ou discriminatoires, le Pérou se réserve le droit d'adopter des mesures analogues.	Tous les pays	Indéterminée	Intérêt national ou public